

Pour atteindre l'OS 2, plusieurs produits sont attendus et ici aussi, il est prévu de recourir à des subventions soit sur appel à proposition, soit en attribution directe, selon le cas. Les activités de conservation et de régénération des forêts doivent impliquer l'ODEF (Office de Développement et d'Exploitation des Forêts) qui émane du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières. Il y a donc, pour certaines activités, un monopole de droit (RF Titre VIII ; Art. 195 ; cas c) et dans ce cas, il sera fait recours à une subvention en faveur de l'ODEF, de façon isolée ou en consortium pour la cohérence des interventions. Ensuite, les activités visant la réduction de la consommation du bois-énergie prévoient la généralisation d'expériences pilotes fructueuses de la phase précédent le PALCC+. Il est donc essentiel que les opérateurs qui maîtrisent les techniques mises à l'épreuve soient impliqués car ce sont leurs caractéristiques spécifiques, leur technicité et leur connaissance des populations qui a justifié l'inclusion de ces produits dans l'Action. La mise en consortium de ces opérateurs pour l'attribution directe d'une, ou deux subvention (division géographique potentiellement nécessaire) ou trois (consortium ne pouvant inclure l'ODEF) permettra une cohérence des activités.

Enfin, pour la partie relative au développement agro-pastoral, une ou deux subventions (division géographique possible) sur base d'un appel à proposition seront pourrout également octroyées.

Au total, ce sont donc entre 2 et 5 subventions qui pourrout être octroyées pour l'atteinte de l'OS2 (1-3 en attribution directe et 1-2 sur appel à propositions).

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs de financement potentiels qui sont visés par cette intervention sont d'une part, les entités qui, par leur mandat, leur statut juridique ou les PPP établis avec l'Etat, se trouvent en situation de monopole de droit (Délégataire de la gestion des parcs, ODEF...). D'autre part, plusieurs demandeurs visés sont des opérateurs ayant une connaissance technique, une connaissance du contexte togolais et/ou une relation de confiance bâtie sur le long terme avec les populations riveraines et qui se trouve dans une situation équivalente à un monopole de fait que de nouveaux opérateurs mettraient des années à recréer (ONG et consortia d'ONG). Enfin, l'intervention, pour certaines activités, ouvrira la possibilité à de nouveaux acteurs de contribuer à l'atteinte des objectifs ciblés et, par appel à proposition, visera de nouveaux demandeurs tels que des ONG, des consortia d'ONG

[c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, les subventions peuvent être octroyées sans appel à proposition aux délégataires de la gestion des parcs dans le cadre de PPP ainsi qu'à l'ODEF en raison de sa situation de monopole de droit (RF Titre VIII ; Art. 195 ; cas c).

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, des subventions peuvent également être octroyées aux ONG ou consortia d'ONG sélectionnés sur la base de leur connaissance technique des méthodes de réduction de la consommation bois-énergie, et/ou de leur connaissance en matière de gestion et de développement d'aires protégées, y inclus de constitution et de renforcement de brigades forestières et/ou de la relation de confiance bâtie au cours des interventions précédentes avec les populations riveraines.

En outre, sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi de subventions sans appel à proposition reste justifié dans le contexte incertain et fluctuant de la crise sanitaire liée au COVID 19. En effet, le Togo a prorogé l'Etat d'Urgence de 12 mois et continue de subir des périodes de recrudescences après les périodes d'accalmie. Cette situation a un impact considérable sur la confiance des potentiels opérateurs qui sont moins nombreux à soumettre des propositions ou répondre aux appels d'offre. Et les restrictions de mouvement et de rassemblement compliquent régulièrement la mise en œuvre des activités.

4.4.2. Gestion directe (passation de marchés)

OS 3 La Gouvernance environnementale des paysages MFA et TM soutient l'établissement d'une économie verte

L'accompagnement de l'ensemble de l'intervention et le renforcement de la gouvernance environnementale se fera notamment via une assistance technique internationale pour laquelle un Appel d'Offre Ouvert International sera lancé.

4.4.3. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre et/ou une organisation internationale

Une partie de cette action pourra également être mise en œuvre, en lieu et place de subventions, en gestion indirecte avec une organisation d'un Etat membre et/ou une organisation internationale (voir paragraphe 4.4.4)